

# Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

## Sommaire

### DOCTRINE

**Nelly Ferreira** : L'état d'urgence, prétexte à un bouleversement juridique.

#### Réactions au rapport *Badinter*

**Mireille Poirier** : L'essentiel du rapport *Badinter*.

**Emmanuel Dockès** : La commission *Badinter* vaporise le droit du travail.

**Patrick Henriot** : Rapport *Badinter* : trop modeste pour être honnête.

#### Loi Macron, rapport *Combrexelle* :

#### Quels enjeux, quel avenir, pour la justice prud'homale ?

40<sup>e</sup> colloque organisé par la Commission de droit social du SAF  
(première partie)

**Evelyne Serverin** : Décryptage : la réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre.

**Maude Beckers** : Médiation, procédure participative et arbitrage : la grande braderie de la justice sociale.

**Hubert Flichy** : Le Centre national d'arbitrage du travail (CNAT), Une innovation juridique au service du justiciable.

**Amine Ghenim** : Le juge prud'homal face au droit négocié.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment*

Le délai de réintégration d'une salariée enceinte licenciée : la consécration d'un principe de diligence de l'employeur.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2015** – Note Myriam Castel (p. 162)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit social international et européen** par Valérie Lacoste-Mary et Jérôme Porta



**Doctrine**

**L'état d'urgence, prétexte à un bouleversement juridique** par **Nelly Ferreira**, Maître de conférences en droit public, LEJEP Université de Cergy-Pontoise ..... 105

**L'essentiel du rapport *Badinter*** par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux ..... 112

**La commission *Badinter* vaporise le droit du travail** par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense ..... 114

**Rapport *Badinter* : trop modeste pour être honnête** par **Patrick Henriot**, Secrétaire national du Syndicat de la magistrature ..... 116

40<sup>e</sup> COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF – 5 DÉCEMBRE 2015

**LOI MACRON, RAPPORT COMBEXELLE  
QUELS ENJEUX, QUEL AVENIR, POUR LA JUSTICE PRUD'HOMALE ?**

**Décryptage : la réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre** par **Evelyne Serverin**, Directeur de recherche émérite au CNRS, chercheur associé au Centre d'études de l'emploi..... 118

**Médiation, procédure participative et arbitrage : la grande braderie de la justice sociale** par **Maude Beckers**, Avocate au Barreau de Seine Saint-Denis..... 128

**Le Centre national d'arbitrage du travail (CNAT) Une innovation juridique au service du justiciable** par **Hubert Flichy**, Avocat à la Cour, Fondateur de Flichy Grangé Avocats, d'Avosial et du CNAT ..... 134

**Le juge prud'homal face au droit négocié** par **Amine Ghenim**, Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis ..... 139

**Documents**

Avis CGT sur le projet de décret relatif à certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel ..... 142

Avis CGT sur les projets des décrets relatifs à la composition et au fonctionnement de la délégation unique du personnel et à l'instance mentionnée à l'article L2391-1 du code du travail ..... 143

Une urgence : une politique de Paix - Déclaration de la CGT ..... 144

Pour les droits et défense des libertés individuelles et collectives – Relaxe pour les 8 syndicalistes de Goodyear ..... 146

**Jurisprudence**

CHSCT – Fonctionnement et prérogatives (trois espèces) – Licenciement économique – Licenciements collectifs – Accord de PSE – Validation par la Direccte – Contestation – Annulation – 1<sup>o</sup> Réorganisation modifiant les conditions de travail des salariés – Contrôle de l'administration – Nécessité d'une consultation préalable du CHSCT – 2<sup>o</sup> Recevabilité de la contestation – CHSCT (non) – Syndicat (oui) (première espèce) – Recours à un expert – Frais à la charge de l'employeur même lorsque l'expertise est annulée à la suite d'un recours judiciaire – QPC – Recours à un expert découlant du principe de participation (8<sup>ème</sup> alinéa Préambule 1946) et de la protection de la santé des travailleurs (11<sup>ème</sup> al.) – Contestation patronale en justice – Recours dépourvu d'effet suspensif et absence de délai pour statuer – Absence de garanties juridictionnelles (art. 16 DDHC) – Atteinte au droit de propriété (deuxième espèce) – Convocation aux séances – Formalisme – Vie électronique – Validité (oui) (troisième espèce).

Première espèce :	
<b>CONSEIL D'ÉTAT (4<sup>ème</sup> / 5<sup>ème</sup> ssr) 21 octobre 2015</b> .....	147
Deuxième espèce :	
<b>CONSEIL CONSTITUTIONNEL 27 novembre 2015</b> .....	149
Troisième espèce :	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 novembre 2015</b> .....	150
Note <b>Savine Bernard</b> , Avocate au Barreau de Paris.....	151
 DROIT DISCIPLINAIRE – Faute lourde – Définition – Intention de nuire – Volonté du salarié de porter préjudice – Commission d'un acte préjudiciable à l'entreprise – Caractère suffisant (non)(deux espèces) – Détournement de fonds (première espèce) – Augmentations de salaires indues (deuxième espèce).	
Première espèce :	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 octobre 2015</b> .....	154
Deuxième espèce :	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 octobre 2015</b> .....	155
Note <b>Rachel Spire</b> , Avocate au Barreau de Paris.....	155
 GREVE – Discrimination – Mesure de rétorsion – Ralentissement du déroulement de carrière – 1° Etablissement des allégations du salarié (oui) – Justification de l'employeur – Attestations imprécises – Défaut de transmission des évaluations annuelles – 2° Indemnisation – Compensation des salaires, droits à retraite et préjudice moral – 3° Recevabilité de l'action syndicale en justice (oui) – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Indemnisation.	
<b>COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 – Ch. 11) 16 octobre 2015</b> .....	157
Note <b>Jérôme Borzakian</b> , Avocat au Barreau de Paris.....	159
 MATERNITÉ – Protection contre le licenciement – 1° Notification de l'état de grossesse – Annulation du licenciement – Proposition tardive de réintégration – Appréciation – 2° Refus de la salariée – Indemnisation – Indemnités de rupture – Indemnité au moins égale à six mois de salaire réparant intégralement le préjudice subi résultant du caractère illicite du licenciement – Salaires de la période couverte par la nullité.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 décembre 2015</b> .....	161
Note <b>Myriam Castel</b> , ATER, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole.....	162
 PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Unité économique et sociale – Transfert d'entreprise – Appréciation du caractère partiel – Etablissement distinct au sens des comités d'entreprise.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 novembre 2015</b> .....	164
Note <b>Dominique Holle</b> , DLAJ, UD CGT du Puy de Dôme.....	164
 SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Désignation – Conditions – Score personnel de 10% – Exceptions – Désignation parmi les autres candidats ou les adhérents.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 novembre 2015</b> .....	166
Note <b>Anne Braun</b> , Responsable du Secteur confédéral DLAJ .....	167

## Chroniques jurisprudentielles

<b>Droit social international et européen</b> par <b>Valérie Lacoste-Mary</b> et <b>Jérôme Porta</b> , Enseignants-chercheurs à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5114 (première partie).....	169
TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88/CE – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Travailleurs n'ayant pas de lieu de travail fixe ou habituel – Temps de déplacement entre le domicile des travailleurs et les sites du premier et du dernier clients.	
<b>CJUE 10 septembre 2015</b> .....	169
Note <b>Valérie Lacoste-Mary</b> .....	169
EGALITE DE TRAITEMENT ET NON-DISCRIMINATION – Mesures prises en raison de l'âge – Directive 2000/78 (art. 2, § 1 et 2, sous a) – Différence de traitement fondée sur l'âge – Comparabilité des situations – Versement d'une indemnité de fin de contrat de travail à durée déterminée destinée à compenser la précarité – Exclusion des jeunes travaillant durant leurs vacances scolaires ou universitaires.	
Première espèce : <b>CJUE 1<sup>er</sup> octobre 2015</b> .....	172
CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Directive 1999/70/CE – Accordcadre CES, UNICE et CEEP – Intermittents du spectacle – CDD successifs – Mesures visant à prévenir le recours abusif – Notion de 'raisons objectives' justifiant de tels contrats.	
Deuxième espèce : <b>CJUE 26 février 2015</b> .....	172
Note <b>Valérie Lacoste-Mary</b> .....	172